



Dominique BONS
2017
Présidente association
« Syrien ne bouge agissons »
56 avenue des Frères Lumière
31140 LAUNAGUET

Toulouse, le 21 juin

A

Président de la République

Monsieur le

Saint Honoré

Palais de l'Elysée
55 rue du faubourg

75008 PARIS

Copies à : Monsieur Edouard Philippe, premier ministre.
Monsieur Gérard Colomb, ministre de l'Intérieur.
Monsieur François Bayrou, ministre de la Justice.
Monsieur Jean Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères.
Monsieur Jean Michel Blanquer, ministre de l'Education Nationale.
Liste de familles.

Monsieur le Président de la République,

Je suis Dominique Bons, présidente de l'association « Syrien ne bouge agissons ».
J'ai été une des premières mères concernées en France par les départs de jeunes en zone irako-syrienne. Mon fils Nicolas et son demi frère Jean Daniel sont partis ensemble en Syrie en mars 2013. Ils ne sont jamais revenus, ils sont morts dans les mois qui suivirent.
Suite à leurs décès, j'ai entrepris de fonder cette association pour venir en aide aux familles touchées par ce fléau. Je fais également de la prévention pour militer contre l'enrôlement des jeunes et éviter que ce drame n'affecte d'autres personnes.
A ce jour, plus de cent familles m'ont contactée. Les regrouper, leur venir en aide moralement est essentiel. Elles se sentent incomprises, rejetées, non écoutées, considérées comme des familles de « djihadistes », de « terroristes ». Nous sommes aujourd'hui, parents, fratries, les dommages collatéraux d'une situation qui bien souvent nous dépasse.
Personne n'est à l'abri, nos enfants ont été pour la plupart victimes d'endoctrinement. Les interventions que j'ai pu mener en milieu scolaire et universitaire, à l'initiative de professeurs volontaires, ont permis à de nombreux jeunes de mieux évaluer la dangerosité. Ce que vous avez dit lors du débat pour le second tour de l'élection présidentielle m'a profondément touchée. Votre volonté de comprendre ces jeunes me paraît essentielle. Je vous en remercie.

Comme vous, je pense qu'il faut protéger la part de notre jeunesse qui se trouve désemparée. Je souhaiterais avoir la possibilité d'intervenir davantage dans les établissements scolaires, enseignement général et professionnel, ainsi que dans toutes autres institutions susceptibles d'être en relation avec les jeunes. Ils sont en questionnement ; lors de mes interventions ils se montrent surpris et émus. Quant aux enseignants, ils sont en demande de tel témoignage et avouent avoir des difficultés pour bien s'informer.

Au fil des ans, mon champ d'action devient de plus en plus conséquent. En ma qualité de présidente de la SNBA et de mère concernée, j'ai le courage et la ténacité de m'investir dans cette noble cause. C'est pourquoi je souhaiterais que mon association soit reconnue d'utilité publique.

Monsieur le Président, j'espère que mon courrier vous éclairera quant à ma démarche et vous demande d'avoir l'obligeance de me recevoir prochainement. Cette rencontre me permettrait, aussi, de jouer le rôle de médiatrice entre les organismes d'état et les familles sur la question délicate qui se pose aujourd'hui concernant les "retours" de parents et jeunes enfants.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de mes sentiments distingués.

Dominique
Bons